

Introduction

Isabelle SOMMIER et Xavier CRETTEZ

« Chemins de traverse » est une expression qui condense aussi bien la trajectoire intellectuelle de Philippe Braud que le contenu de ce livre, un hommage à un iconoclaste qui se refuse de l'être dans le double sens que la formule autorise. L'hommage, dépourvu de toute l'idolâtrie que le terme pourrait sembler suggérer, s'adresse à l'intellectuel, pour les sillons inédits qu'il a tracés en tant que directeur de thèse et collègue mais n'implique pas, du moins l'espère-t-on, un point final à sa production scientifique.

Iconoclaste, Philippe Braud l'est à plusieurs titres. D'abord et surtout par ses objets de recherche, comme nous le verrons, mais aussi par son mode de direction de thèse marqué par le refus de faire école. Il y voyait, non sans raison, le risque de construire des chapelles, ce qui est aux antipodes de sa sensibilité politique et humaine profondément allergique à tout discours missionnaire. « Donner à voir » ou plus élégamment « dévoilement » sont ses maîtres-mots. Les querelles d'écoles l'indiffèrent autant que la discussion des concepts le passionne. Effet repoussoir de sa socialisation catholique et/ou conséquence de son éclectisme théorique tranquillement assumé, il préfère, plutôt qu'opposer, concilier sans réconcilier dans une synthèse molle, au sens de transcender les écoles pour y puiser ce qu'elles ont de meilleur. Penser par soi-même, c'est la démarche intellectuelle qu'il a toujours suggérée au doctorant souvent soucieux de se donner un maître, quitte à le déstabiliser en ébranlant ses dogmes et certitudes dont la principale est de croire que la pensée se doit d'avoir un guide. Il aimait répéter cette formule, « Il n'y a pas d'hommes exceptionnels, il n'y a que d'exceptionnelles projections », qu'il étendait aux maîtres-penseurs, et, *a fortiori*, aux « petits maîtres ». Ses conseils méthodologiques allaient dans le même sens : aucun fétichisme de la technique, mais rigueur et distanciation. Sur les deux plans, théorique et empirique, sa direction répondait à un double impératif que ne renierait pas un psychologue face à son patient : « sachez être libre » dans la vigilance (principe d'incertitude) et « faites-vous confiance ». Sans qu'il en ait eu toujours conscience peut-être, ni *a fortiori* l'intention, ce mode de relation pouvait être périlleux pour l'impétrant : selon la personnalité et le moment, il s'avérait salutaire ou paralysant, dans tous les cas déstabilisant, en mettant en lumière ce que bien des directeurs de thèse préfèrent occulter, à savoir que la conduite d'un doctorat est une épreuve personnelle de maturation autant qu'un

exercice intellectuel. Cependant s'il était exigeant, il prenait toujours ses distances avec l'hypercritique, notamment dans les soutenances de thèses. Il aimait ainsi citer Beaumarchais dans *Le Barbier de Séville* : « Aux vertus qu'on exige dans un domestique, Votre Excellence connaît-elle beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être valets ? » Travailler sous la direction de Philippe Braud c'était aussi l'assurance d'apprendre à écrire ou plus précisément de redécouvrir ce que l'on pensait acquis : la maîtrise du français, l'usage adéquat des termes pour définir une notion ou préciser une pensée sans masquer l'exigence de clarté derrière un vocabulaire ampoulé à prétention scientifique. Dire élégamment mais avec le souci de rigueur ce que l'on tient à faire passer comme message, sans s'encombrer d'un lexique obligé certifiant son appartenance à un clan.

Mais Philippe Braud concevait son rôle de directeur de thèse sous un autre volet, moins commun voire original : la socialisation professionnelle ou, pour reprendre Merton, la socialisation anticipatrice préparant à la prise de rôle dans l'institution. Une tâche qui passait, de son point de vue, et en fin connaisseur de l'œuvre de Pierre Bourdieu, par le dévoilement (une fois encore !) des logiques de position et de positionnement dans le champ académique, mais aussi, dans la veine de Norbert Elias, par l'intériorisation des règles d'étiquette et d'écriture. Dans sa dimension proprement éducative, cette facette de son encadrement pouvait sembler rébarbative voire d'un autre âge. Elle renvoie en partie à une conception en voie de disparition de l'universitaire. Chez lui elle était peut-être d'autant plus forte qu'il n'est pas issu du sérail parisien et appartient à un autre âge de la discipline, avant que l'expert, le spécialiste ou le technicien ne détrônent l'homme de culture. Dans son esprit toutefois, cette assimilation des codes visait à la transparence et l'intégration à un milieu professionnel pour en maîtriser les rites d'interaction, sans perdre ni faire perdre la face, pour reprendre une autre de ses sources d'inspiration, Erving Goffman. Il « donnait à voir » les règles réelles du fonctionnement social dans l'Université, à chacun de décider de les suivre ou pas, sans se contraindre lui-même à accepter à tout propos et en toute occasion l'entière du protocole. Pour preuve, ces deux souvenirs. Il refuse le socle le plus dur et le plus désuet de présentation de soi en cérémonie académique : le port de la robe, dont il obtient avec peine d'être dispensé lors de la cérémonie d'intronisation des nouveaux chargés de cours, peu de temps avant les événements de 1968 à Rennes. Yves Hélias rapporte une autre anecdote, datée pourtant de bien des années plus tard (1983) : « Lors de ma soutenance de thèse la première question qui me fut posée fut : "Pourquoi ne portez-vous pas de cravate ?" J'avais devant moi un jury où, sauf l'auteur de ladite question, personne ne portait de cravate et notamment pas Philippe. Je me souviens, alors que j'étais quelque peu déconcerté par cette entrée en matière, du regard complice de Philippe qui m'encourageait à traiter l'affaire avec désinvolture. Je répondais quelque chose comme : "Cette question ne m'intéresse pas." »

Ce rapport distancié aux codes qui relève aussi d'une vraie connaissance de ces derniers, marque l'intellectuel qu'est Philippe Braud. Dans son encadrement de doctorants soucieux de s'affirmer aux yeux de celui qui les avait marqués en les

ouvrant à la discipline, Philippe Braud était également ambivalent sur son formalisme. À Paris I, haut lieu de la constitution d'une science politique critique, le professeur organisait régulièrement des ateliers de discussion réunissant ses thésards, soumis au feu nourri des critiques de leurs pairs, laissant à chacun la possibilité de s'exprimer et refusant de jouer aux arbitres lorsque la discussion devenait vive. Le professeur s'effaçait devant le contradicteur n'hésitant pas à parfaire la confrontation intellectuelle autour d'un dîner où les vapeurs d'alcool achevaient de faire fondre les postures distancées et autorisaient des propos parfois peu en lien avec l'académisme universitaire. Les exercices de psycho-sociologie sauvage sur les tablées voisines lorsque celles-ci réunissaient deux amoureux en voie d'exposition de leurs sentiments mutuels, étaient des grands moments de mise en pratique de l'interactionnisme goffmanien analysé quelques heures auparavant. Mais cette distance aux codes se retrouvait aussi dans sa vision de la recherche en science politique, parfois désarçonnante pour un jeune doctorant confronté dans les années 1980 et 1990 aux transformations de la discipline. L'âge des réflexions brillantes en apesanteur cédait de plus en plus devant les exigences de la recherche de terrain, devenue au fil des ans un des sésames d'entrée dans la carrière. Disons-le honnêtement, l'apport de Philippe Braud fut ici limité, lui qui a construit une réflexion forte et novatrice sans vraiment se soucier de validation empirique : les règles de la méthode concernant l'entretien, l'observation participante, le recueil de données d'archives, le traitement statistique ou la cartographie militante n'étaient pas au cœur de ses préoccupations. Et pourtant l'écoute était toujours là et le conseil constant, souvent utile et riche d'une très bonne connaissance de l'âme humaine et d'un vrai savoir professionnel indispensable pour distinguer ce qui relève du faisable et du fantasme, de la vérité et de la fable.

La trajectoire de Philippe Braud est représentative des effets de 1968 dans sa révolution personnelle et la genèse de la discipline. Il obtient en 1967 le grade de docteur en droit public et devient dans la foulée chargé de cours à Rennes. Ironie de l'histoire : le concours d'agrégation qui devait s'ouvrir le 13 mai 1968 est reporté en octobre. Agrégé à 27 ans, il choisit son rattachement à la science politique naissante en 1972. Dans ces années d'effervescence, il se fait comme les autres « mandarins » bousculer par les étudiants férus de marxisme, tels Jacques Caillosse, devenu professeur de Droit public à Paris II ou Érik Neveu qui dirigera un temps l'IEP de Rennes après avoir été son premier doctorant à réussir l'agrégation de science politique. Comme d'autres, il connaît l'attrait de la psychanalyse et du marxisme à visage humain, qui le conduit à longtemps s'investir dans le mouvement d'éducation populaire d'empreinte catholique de gauche La Vie nouvelle.

Un iconoclaste qui cependant se refuse de l'être, du moins en partie. Loin, comme d'autres, de se cantonner dans le rôle du « gauchiste de service », ou plus tard du « grain de sable » à vocation testimoniale à défaut d'efficacité dans l'institution, il l'investit, et ô combien, en dirigeant à Rennes le CRAP (sans S à

l'époque), puis en rejoignant Paris 1 en 1986, avant de prendre la direction de son UFR de science politique en octobre 1989, la présidence de la section 40 du CNU de 1995 à 1999, celle de l'agrégation de science politique en 1999. Il ira même jusqu'à franchir l'invisible frontière qui conduit jusqu'au cœur de l'institution rivale, bien qu'à quelques centaines de mètres de la vénérable Sorbonne : l'Institut d'études politiques de Paris, en 1999. À la veille de sa retraite, il y conduira avec Claire Andrieu une fronde contre le modèle managérial mis en place à l'IEP par son médiatique directeur Richard Descoings, anticipant une critique plus large de la réforme des universités connue sous le nom de loi LRU qui allait mettre dans la rue des dizaines de milliers d'enseignants chercheurs : retour aux sources après la consécration ou dernier pied de nez à l'académisme avant de tirer sa révérence ?

Cette posture ambiguë, sur le fil du rasoir, entre *outsider* par ses recherches et par sa distance à l'égard des multiples lignes de fracture traversant la science politique française, et *insider* par les positions occupées dans le champ, explique peut-être les réactions contrastées qu'il a suscitées. Trop tiède pour certains, convaincus que comme sur un champ de bataille, il faut « choisir son camp », ce que Philippe Braud s'est toujours refusé à faire et à encourager. Trop tranché pour d'autres, heurtés à quelques occasions institutionnelles par sa disponibilité, aux antipodes de son caractère *a priori* avenant et urbain, à transgresser les règles de civilité informelles de la société de cour académique : on ne se porte pas candidat contre un collègue pressenti, on se garde de tout franc-parler sur la valeur de tels ou tels textes, on accepte de pratiquer le double langage (bref pas de vagues et une certaine forme d'Omerta).

D'où, sans doute, le destin également contrasté de son œuvre. Solitaire d'emblée par tempérament et par logiques de position, Philippe Braud l'est resté en ne faisant pas école, ce qui est heureux et fidèle au personnage. Mais une autre raison de sa solitude, moins satisfaisante, tient aux logiques du champ académique depuis les années 1980. On préfère tenir à l'écart, voire ignorer, les iconoclastes ou francs-tireurs qui, par circonstances ou par choix (ce qui est son cas) refusent de s'affilier ou n'alignent pas derrière eux leurs « troupes ». Et pourtant... Qui nierait aujourd'hui l'importance du symbolique et des dimensions émotionnelles du politique, devenues dans bien des domaines un élément central de renouveau de la discipline ? Il suffit de s'intéresser à l'actualité de la sociologie de l'action collective pour retrouver les préoccupations de l'auteur de *L'émotion en politique*, tout comme l'analyse des politiques publiques a pu aussi se renouveler à travers les notions de référentiels et d'approche cognitive, pas si éloignées de ses centres d'intérêts.

Le présent ouvrage prétend creuser les sillons de cette attention que Philippe Braud a contribué à maintenir vivace, et ce dans l'esprit qui a été le sien : par delà les disciplines au croisement desquelles se situe la science politique (droit, histoire, philosophie, sémiologie, communication) ; par delà les ancrages théoriques revendiqués ou non (aucun de nous ne se définissant « braudien ») de la

sociologie critique et de l'interactionnisme où il a puisé; par delà les formations puisqu'il réunit d'anciens doctorants certes, mais aussi des collègues croisés au cours de sa longue carrière. Le livre se termine par un regard sur le rapport de Philippe Braud à trois disciplines connexes : le droit auquel il fut formé, l'histoire avec laquelle il a toujours dialogué, la sociologie américaine dont il s'est nourri.

Il ne rend pourtant justice qu'à une partie de son métier de formateur (une dimension du métier quelquefois oubliée, dédaignée ou assimilée à un formateur). Le nombre de jeunes chercheurs passés sous son regard impressionne et fait de lui un des plus grands contributeurs de la science politique française (46 doctorants au total). 18 sont réunis dans ce volume et d'autres occupent des postes hors de la discipline. La sélection, par définition injuste, s'est opérée suivant le principe, qui ne l'est pas moins, de la surface académique des impétrants, due en partie aux aléas de la reconnaissance institutionnelle et qui a pu les conduire à labourer son champ quelle qu'en soit la manière : pétrir, rendre fertile, débroussailler, déterrer, défricher, déplacer, nettoyer, jeter, replanter... La diversité des thèmes abordés surprend et vient rendre hommage à un directeur de thèse qui témoigne ainsi de son insatiable curiosité intellectuelle et de sa maîtrise d'outils heuristiques pour interpréter la chose publique. La sélection ici opérée se lit aussi, comme un reflet des inégalités d'accès à la discipline, par un seul chiffre : 12 des 18 contributeurs ex-doctorants viennent de Paris 1, alors que la proportion de thèses soutenues sous la direction de Philippe Braud est paritaire entre cette université et Rennes. Mais, comme il nous le disait et comme le dit Peter Berger, le sociologue n'est ni « un ami du genre humain », ni « un réformateur¹ » qui va refaire le monde...

Après la thèse, chacun a poursuivi sa route intellectuelle au gré de son « imagination sociologique² », en l'approfondissant ou en s'en éloignant de façon plus ou moins significative. Beaucoup ont navigué d'un pôle à l'autre des attentions d'origine (symbolique – émotions), comme pourrait en témoigner une mise en regard de l'objet du travail doctoral fondateur et de leur présente contribution. Au-delà, évidemment, des cheminements intellectuels propres à chacun, ces glissements sont révélateurs de la sensibilité à ces questions dispensée par l'enseignement de Philippe Braud et plus largement, des vicissitudes qu'elles ont connues dans la discipline.

En France, l'étude des émotions en politique s'inscrivait originellement dans des disciplines (la philosophie et la psychologie) qui l'ont rendue inaudible jusqu'à une période récente. À la veille de sa redécouverte, seuls deux auteurs s'y référaient encore explicitement. Le premier, Pierre Ansart a indiscutablement ouvert le sillon de la recherche sur les affectivités politiques sous l'angle classique de la pensée politique et de la psychologie. Son ouvrage fondateur, *La gestion des passions politiques*, publié en 1983, annonce une réflexion toujours vivace sur *Le ressentiment* (2002) ou *Les sentiments et la politique* (2007), abordés de

1. BERGER P., *Invitation à la sociologie*, trad. Rennes, PUR, 1992, p. 35 et 41.

2. WRIGHT-MILLS C., *L'imagination sociologique*, trad. Paris, Maspero, 1969.

façon très historique, tentant de proposer une lecture psychologique des idées politiques. Le second, Philippe Braud, explore la question sur le strict terrain démocratique, avec une exigence sociologique qui tranche avec ses prédécesseurs, le plus souvent tournés sur la face sombre du fanatisme et des régimes autoritaires et peu soucieux d'ancrage dans la sociologie politique. Aussi, pour à la fois souligner l'importance des mécanismes émotionnels en politique et rompre avec toute approche pathologique, Braud s'en saisit-il à partir de l'objet le plus canonique de la science politique : l'élection. Ce faisant, il s'attaque au dogme de l'électeur stratège jusque récemment associé à l'électeur rationnel et s'expose ainsi à une triple résistance académique et parfois idéologique : des positivistes hostiles par principe à l'étude des émotions, fort peu objectivables scientifiquement selon eux ; de la science politique dominante des études électorales, peu ouverte aux dévoilements insensibles aux mesures statistiques ; de ceux qui, dans une vision normative de la démocratie, trouvent la filiation « machiavélique » suspecte et par trop pessimiste.

Dans la première publication de son projet, Braud lance une entreprise vigoureuse de démystification de l'acte de vote pour l'envisager comme un rituel, « lieu de circulation des désirs » (1980, p 17), unissant les projections inconscientes des électeurs (le désir de sécurisation, d'agression et de valorisation) aux motivations et profils psychologiques des candidats. Le regard est élargi dans la deuxième livraison qui attribue l'efficacité supérieure du régime démocratique à son « aptitude à gérer les défis émotionnels de la vie sociale » (1991, p 12) pendant et entre les échéances électorales : l'angoisse, la séduction, les frustrations, la convoitise et la jouissance. Il le conduit à s'attacher à l'ensemble des situations de célébration de la communauté politique par inclusion (cérémonies, rites et mythes politiques) et exclusion (des conflits et des adversaires) avec une attention plus soutenue au symbolique dans *L'émotion en politique* (1996). Un court ouvrage de réflexion sur le catholicisme publié en 1998 (*Êtes-vous catholique ?*) s'attachera également à dévoiler les ressorts intimes de l'expression religieuse en France, les dilemmes psychologiques qui animent les catholiques déclarés et les traces invisibles de l'empreinte identitaire religieuse dans l'histoire et la géographie nationales. Enfin un texte plus essayiste que scientifique – *Le petit traité des émotions, sentiments et passions politiques* (2007) – rassemble sous une plume alerte les principaux mots (et maux) des affects politiques en enrôlant au passage les grands anciens des lettres et des sciences. Même lorsqu'il ne traite pas spécifiquement des logiques affectuelles de la démocratie, Philippe Braud s'attachera toujours à présenter un regard commandé par l'exigence de dévoilement des logiques psychologiques de l'action politique. Nous en donnerons deux exemples. Son ouvrage sur *La démocratie* (1997) initie une réflexion sur la responsabilité des gouvernants, opposant responsabilité/accusation, propre aux régimes fonctionnant aux boucs émissaires, et responsabilité/endossement, plus présente dans les démocraties, complétant utilement une approche jusqu'alors dominée par les juristes. De façon similaire, l'ouvrage sur les *violences politiques* (2004) offre une réflexion subtile sur la notion de violence symbolique qui renouvelle – ou plutôt complète – une

vision jusqu'alors monopolisée par les écrits de deux figures indépassables de la sociologie contemporaine : Michel Foucault et Pierre Bourdieu.

C'est évidemment autour de **l'exercice du pouvoir** que vont s'exprimer les dimensions symboliques du politique. Dans *Le jardin des délices démocratiques*, Philippe Braud s'emploie à en présenter quelques-unes des expressions, insistant sur les discours, les postures, la scénographie proposés par les candidats à une élection ou par les gouvernants soucieux d'obtenir un surcroît de légitimité au delà de celle accordée par les urnes. Yves Hélias, un des premiers doctorants de Philippe Braud à travailler précisément sur cette dimension instrumentale de la mise en scène symbolique du pouvoir à travers une étude sur les discours présidentiels, revient sur les rapports entre politique et échanges symboliques lors des allocutions présidentielles. Il montre comment celles-ci évoluent mais de tous temps font co-exister le politique (l'exigence de l'occupation du pouvoir à des fins d'unité sociale qui passe par l'effacement de l'homme au profit du rôle) et la politique (le besoin de communication propre à l'activité politique). Pierre-Yves Baudot poursuit la réflexion en présentant un travail d'archives sur les éloges funèbres prononcés lors des décès des présidents de la troisième et quatrième Républiques ; éloges adaptées aux visées instrumentales des successeurs et à la construction attendue de la mémoire collective. C'est également dans les écrits des décideurs publics que se forge une certaine représentation du volontarisme en politique. François Hourmant revient sur une fascination française, celle qui vaut au président de la République le statut de lettré et force le chef de l'État à adopter, en même temps qu'il exerce les affaires courantes, la plume de l'écrivain, élément nécessaire à sa consécration spirituelle et à sa filiation intellectuelle. Christian Le Bart étend le propos aux hommes politiques quels qu'ils soient, toujours soucieux d'afficher leurs lectures ou plutôt les lectures qui leur vaudront un statut de respectabilité et de reconnaissance intellectuelle valorisant³. Le choix du roman dont on évoque les pages les plus belles en public est central pour offrir à tous une image adéquate à ses objectifs politiques et conforme à son origine partisane.

La prise en compte du symbolique permet également de mieux saisir **les troubles identitaires** qui animent la vie politique, que ceux-ci soient religieux, nationaux ou plus prosaïquement politiques. Philippe Portier l'évoque dans un texte sur la religion civile en France. Notion plastique, la religion civile – ensemble de mythes et rituels décidé par le haut – a beaucoup évolué comme le montre l'auteur qui l'ancre dans la troisième République qui verra se heurter une lecture positiviste des Lumières à une hostilité radicale du catholicisme aboutissant à une définition fondée sur une réécriture de l'histoire nationale épurée de toutes références pré-républicaines. Sa redéfinition avec l'avènement au pouvoir de François Mitterrand et surtout de Nicolas Sarkozy atteste la capacité d'évolution d'une notion désormais proche d'un univers religieux historique contre lequel elle s'était à l'origine instituée. Dans un cadre plus laïc, François Foret

3. L'affichage inverse d'une inculture littéraire peut s'avérer dévastateur comme le montrera la magnifique bourde d'un secrétaire d'État UMP parlant de Zadig *et* Voltaire comme de son ouvrage de chevet...

porte son regard sur la symbolique européenne pour montrer que même dans un univers froidement rationnel comme l'est celui des institutions européennes, la part de la symbolique demeure forte pour encourager la reconnaissance des institutions, la révélation d'une âme européenne ou pour combler le fameux « gouffre démocratique » entre l'UE et ses citoyens. La place du suffrage universel, qui connaît à Bruxelles le même sort ritualisé et investi d'une lourde symbolique participative qu'à Paris, l'illustre parfaitement. Enfin, Alfredo Joignant propose un regard sur la lutte politique dans le Chili des années soixante-dix, qui verra s'imposer une symbolique nationaliste destinée à marginaliser les lectures gauchisantes de l'action politique.

Enfin, la symbolique est également au cœur de **l'action conflictuelle** comme le montreront les travaux plus récents de Philippe Braud sur la violence, dans lesquels il contribue à repenser la notion de violence symbolique tout en y soulignant le ressenti de souffrance qu'une filiation sociologique (de Foucault à Bourdieu) avait contribué à oblitérer. Le texte de Xavier Crettiez et Pierre Piazza sur l'iconographie contestataire en Corse vient rappeler le rôle considérable de la violence affichée sur la dynamique conflictuelle dans l'île. Expression visible mais tellement naturalisée qu'elle en devient invisible de la contestation nationaliste, l'iconographie sauvage participe à l'acceptation d'un discours de contestation de la parole publique dominante en même temps qu'elle travestit l'identité culturelle insulaire devenue, sur les murs tagués, une identité de violence. Cette part du symbolique dans l'évolution des conflits politiques de type guerrier est également relevée par Nathalie Duclos dans son texte sur les sorties de conflit. Refusant une approche strictement instrumentale qui pense des processus de réconciliation à travers le strict octroi aux combattants d'incitations matérielles à la réinsertion, l'auteur insiste sur la nécessaire dimension symbolique des programmes de démilitarisation et de réinsertion, seuls à même d'assurer un renoncement pérenne aux armes.

Second pilier de l'œuvre « braudienne », l'analyse des émotions en politique laissera une trace importante comme les articles présentés ici en sont la démonstration. Ce sont d'abord **les émotions sous tension** qui s'expriment dans les trois premiers textes. Bernard Bruneteau, en spécialiste des totalitarismes, questionne la « rationalité totalitaire » et mobilise le concept webérien de rationalité instrumentale pour penser les totalitarismes stalinien ou nazi en refusant toute lecture fondée sur l'irrationalité des pratiques de violences de masse. Plus directement centré sur les vécus individuels, Patrick Bruneteaux présente un texte sur les impensables mécanismes de distanciation émotionnelle au cœur même de l'horreur concentrationnaire à travers l'exemple de la poésie comme forme d'évasion, voire de résistance à l'œuvre de déshumanisation produite dans les camps nazis. Enfin c'est un internationaliste qui vient souligner l'apport de l'étude des émotions dans la sociologie des relations internationales à travers une réflexion sur les moteurs souterrains de l'engagement des jihadistes londoniens en 2005. En insistant sur les dénis ressentis de reconnaissance à travers une étude des

discours et pratiques militants, Thomas Lindemann propose un regard sur les carrières violentes islamistes riche d'une focalisation sur les fêlures émotionnelles.

Grands vecteurs d'émotions, **les médias** trouvent dans ces pages une place méritée. C'est d'abord Nicolas Kaciaf qui s'interroge sur le succès de la notion de « pensée unique » dans le champ médiatique français en reconstituant la genèse et en évoquant les ressources externes et internes que cette notion plastique permet d'engranger. Brigitte Le Grignou dresse une intéressante critique des critiques de la télé réalité derrière lesquelles se dissimule difficilement une hostilité au déferlement émotionnel que l'on redoute pour sa nocivité à l'encontre de certains publics, sans jamais pourtant vraiment faire l'effort d'une étude empirique des « dispositifs émotionnels » ou des modes de réceptivité des messages télévisuels. Enfin, Jean-Baptiste Legavre propose un article sous forme de confidences entre le sociologue et son interlocuteur – un jeune journaliste de presse quotidienne devenu la plume d'un magazine municipal – qui met en avant le travail de deuil d'un professionnel de la presse qui, à l'image d'une grande partie de la profession, vit douloureusement le déclassement ressenti face à un changement de statut qui est aussi vécu comme un changement de métier.

Deux articles achèvent cette réflexion sur la place de l'émotion en politique avec une approche plus méthodologique. Érik Neveu, soucieux de sociologiser au mieux l'analyse affectuelle de la vie politique parfois trop fortement centrée sur les évolutions de la psyché, nous offre un complément très utile à la sociologie politique des affects de Philippe Braud en présentant la notion d'informalisation proposée par le sociologue éliasien Cas Wouters. En reprenant pas à pas les étapes d'une relation d'enquête, de ses origines à sa finalisation matérielle (un livre co-signé avec l'enquêté), Isabelle Sommier ouvre la boîte noire, généralement passée sous silence en dépit des exercices de plus en plus nombreux de retour réflexif sur la recherche, sur la dimension strictement humaine et non unilatéralement professionnelle qui est en jeu, avec sa part de projections réciproques, d'attentes implicites et de malentendus. Elle invite ce faisant à intégrer la question des émotions dans l'analyse non seulement du « produit » de la recherche mais aussi de ses effets sur l'orientation du chercheur durablement « affecté » par l'expérience.

En guise de conclusion à cet ouvrage, l'hommage s'insère par les marges, disciplinaires ou nationales. Hommage d'un juriste d'abord, Jacques Le Goff, qui salue le rapport singulier de Philippe Braud au droit, discipline « obligée » pour qui s'intéressait au politique avant la naissance d'une « science » spécialisée. Hommage d'une historienne qui dans un dialogue serré avec Philippe Braud démontre la nécessaire porosité des frontières entre science politique et histoire, chaque discipline se nourrissant avidement de l'autre, même si Claire Andrieu insiste sur les spécificités méthodologiques de l'histoire rétive aux modélisations propres aux sciences sociales. Enfin, le sociologue américain James Jasper qui participa au renouveau de la sociologie des mouvements sociaux aux États-Unis en combattant une approche trop exclusivement instrumentale de l'action collective, située, non sans critiques, l'apport de Philippe Braud dans ce mouvement de rénovation intellectuelle.